

PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE

relative à la reconnaissance du vote blanc pour l'élection présidentielle

Présentée par

M. Fabrice BRUN

Député.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Lors des élections présidentielles de 2017, l'abstention a atteint un record au second tour depuis 1969, estimée à 25,3 %. Toutes les élections confondues, les scrutins des dernières décennies ont révélé un progrès de l'abstention massive. En 2002, 2007 et 2012, près d'un électeur sur deux n'a pas voté à tous les tours des scrutins présidentiels et législatifs. En 2017, un électeur sur trois seulement s'est déplacé.

L'un des moyens qui pourrait permettre de lutter contre l'abstention serait de reconnaître pleinement le vote blanc en le comptabilisant dans les suffrages exprimés.

Le vote blanc consiste à voter sans choisir un candidat. Il exprime ainsi la volonté de l'électeur de participer à l'élection, tout en refusant les différents choix de vote qui lui sont proposés. Il se distingue de l'abstention et du vote nul.

Toutefois, le vote blanc est aujourd'hui encore assimilé aux votes nuls ce qui décourage les électeurs ne se reconnaissant pas dans l'offre politique d'aller voter car ils ont le sentiment légitime de ne pas être pris en considération.

Depuis la loi du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections l'article 65 du code électoral, modifié par cette loi du 21 février 2014, « les bulletins blancs sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés, mais il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins. Une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc. »

Initialement, la loi de 2014 ne concernait pas l'élection présidentielle, la modification des règles de ce scrutin nécessitant une loi organique qui a été publiée deux ans plus tard. Il en résulte que depuis la loi organique du 25 avril 2016, les présidentielles sont donc également concernées par les nouvelles règles de décompte du vote blanc.

Au premier tour de l'élections présidentielle de 2017, 659 997 votes blancs ont été recensés (et 289 337 votes nuls) et au second tour de cette même élection 3 021 499 votes blancs ont été recensés (1 064 225 votes nuls).

Ce décompte séparé des votes blancs, et plus encore le fait que ces votes ne soient pas pris en compte dans les suffrages exprimés, peut amener les citoyens à choisir l'abstention alors qu'ils pourraient, par ce biais, marquer leur différence en ne faisant le choix d'aucune offre politique, tout en ayant la possibilité de voir leur opinion reconnue.

Par ailleurs la loi n° 2014-172 du 21 février 2014 n'a pas rendu obligatoire la mise à disposition des électeurs, au sein des bureaux de vote, de bulletins blancs, au même titre que ceux portant la mention d'un candidat ; ce alors même que les bulletins en question seraient réutilisables. Cette omission pose la question du sens d'une telle adoption.

Dès lors, il est nécessaire et opportun d'apporter des modifications substantielles aux articles L. 58 et L. 65 du code électoral, qui permettront de faire évoluer la situation relative à la reconnaissance du vote blanc.

Cette mesure a d'ailleurs été demandée par de nombreux citoyens lors du grand débat organisé en 2019 pour répondre aspiration de nos concitoyens en faveur d'un meilleur fonctionnement de notre système représentatif.

C'est pourquoi l'auteur de la présente proposition de loi constitutionnelle a déposé une proposition de loi modifiant le code électoral afin de permettre la prise en compte du vote blanc.

Toutefois, pour permettre la prise en compte du vote blanc pour l'élection du Président de la République, il convient également de compléter l'article 7 de la Constitution du 4 octobre 1958, d'une part en supprimant l'exigence d'une majorité absolue pour l'élection et d'autre part en inscrivant le principe de la prise en compte du vote blanc dans le texte suprême pour cette élection.

Afin de préserver la représentativité du Président élu, la présente proposition de loi constitutionnelle prévoit que si le nombre de bulletins blancs décompté représente de 50 % des suffrages exprimés, le Conseil Constitutionnel prononce l'invalidation de l'élection.

Elle précise en outre, qu'un nouveau scrutin pour l'élection du Président a lieu, vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus, après l'invalidation

Tel est, Mesdames, Messieurs, l'objet de la présente proposition de loi constitutionnelle.

PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE

Article 1^{er}

« Au premier alinéa de l'article 7 de la Constitution, supprimer le mot : « absolue » et rajouter le membre de phrase suivant : « les bulletins blancs sont décomptés séparément et entrent en compte pour la détermination des suffrages exprimés et il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins ».

Article 2

Le premier alinéa de l'article 7 de la Constitution est complété par la phrase suivante :

« Si le nombre de bulletins blancs décompté représente de 50 % des suffrages exprimés, le Conseil Constitutionnel prononce l'invalidation de l'élection. »

Article 3

Après le cinquième alinéa de l'article 7 de la Constitution, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé

« En cas d'invalidation de l'élection par le Conseil Constitutionnel en raison d'un nombre de bulletin blanc supérieur à 50% des suffrages exprimés le nouveau scrutin pour l'élection du Président a lieu, vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus, après l'invalidation. »